

## République démocratique du Congo

En 2011, la République démocratique du Congo n'a fait aucun progrès sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement dispose de plusieurs lois et règlements pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants et il a adopté un plan d'action national de lutte contre ce phénomène. Toutefois, des éléments mal intégrés de l'Armée nationale congolaise et des cellules armées ont enlevé et recruté de force des enfants pour les utiliser dans les conflits armés et aux fins d'exploitation sexuelle. Qui plus est, l'âge de la scolarité obligatoire est à la fois vague et non appliqué, une situation qui expose particulièrement les enfants aux pires formes de travail. Des enfants continuent à subir les pires formes de travail dans des activités dangereuses dans l'agriculture et l'extraction minière, notamment dans des conditions de travail forcé dans l'extraction de l'or, de la cassitérite (minerai d'étain) et du coltan (minerai de tantale).

**Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes permettraient de progresser sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants en République démocratique du Congo :**

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Lois et règlements	Prévoir des dispositions légales pour protéger les enfants travaillant à leur compte.	2010, 2011
	Appliquer la disposition constitutionnelle qui instaure la gratuité de l'enseignement.	2009, 2010, 2011
	Veiller à ce que le relèvement de l'âge de fin d'obligation scolaire prévu aux termes de la loi n° 86/005 soit reconnu comme légal et appliqué dans la pratique.	2009, 2010, 2011
Coordination et mise en application	Établir des comités de lutte contre les pires formes de travail des enfants dans toutes les provinces et affecter des ressources financières au Comité national de lutte contre les pires formes de travail des enfants ainsi qu'aux comités provinciaux.	2009, 2010, 2011
	Élaborer un système permettant d'effectuer un suivi des plaintes concernant le travail des enfants.	2009, 2010, 2011
	Prendre les mesures nécessaires pour mener à bien les enquêtes portant sur le travail des enfants et consigner les informations au sujet des infractions en matière de travail des enfants.	2009, 2010, 2011
	Dispenser une formation sur les pires formes de travail des enfants au personnel du MINAS, du ministère de la Justice et du ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant.	2011
	Veiller à ce que le ministère de la Justice et le ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant enquêtent sur les	2009, 2010, 2011

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Coordination et mise en application	affaires concernant l'exploitation sexuelle commerciale des enfants ainsi que sur l'utilisation d'enfants à des fins illicites.	2009, 2010, 2011
	Mettre un terme au recrutement forcé et à l'utilisation d'enfants par des éléments des FARDC.	2009, 2010, 2011
	Traduire en justice les commandants militaires responsables de l'enlèvement et du recrutement d'enfants.	2009, 2010, 2011
Politiques	Renforcer la mise en œuvre du plan national de démobilisation, en libérant tous les enfants associés aux FARDC et en cherchant à faire libérer les enfants associés à des groupes armés.	2009, 2010, 2011
	Affecter des financements pour permettre l'application des plans d'action nationaux et locaux de lutte contre les pires formes de travail des enfants.	2011
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les politiques existantes sur la lutte contre les pires formes de travail des enfants, tel le Plan d'action national en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables.	2009, 2010, 2011
Programmes sociaux	Intégrer les préoccupations tenant au genre dans les programmes de démobilisation et de réintégration des enfants associés aux groupes armés.	2009, 2010, 2011
	Étendre les programmes visant à apporter un hébergement et une formation professionnelle aux enfants antérieurement associés à des groupes armés, à les protéger contre le travail dans le secteur minier et à fournir aux enfants des rues un accès à une alimentation, un toit et des soins médicaux adéquats.	2009, 2010, 2011